



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 octobre 2019  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-quatorzième session

Point 114 c) de l'ordre du jour

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes  
subsidiaires et autres élections : élection de membres  
du Conseil des droits de l'homme**

### **Note verbale datée du 15 octobre 2019, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République de Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat et a l'honneur de l'informer, conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, que le Gouvernement namibien a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2020-2022 en vue des élections qui se tiendront le 17 octobre 2019 pendant la soixante-quatorzième session de l'Assemblée.

La candidature de la Namibie a été approuvée par l'Union africaine.

La Mission permanente de la Namibie joint ci-après le texte des engagements volontaires pris par la Namibie lors de son mandat en ce qui concerne la promotion, la protection et la réalisation de tous les droits de la personne et libertés fondamentales universellement reconnus, conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale (voir annexe).

La Mission permanente de la Namibie vous serait obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note verbale et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 114 c) de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 15 octobre 2019 adressée  
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente  
de la Namibie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Namibie au Conseil des droits de l'homme  
pour la période 2020-2022**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251  
de l'Assemblée générale**

**Introduction**

1. La Namibie a été élue membre du Conseil des droits de l'homme pendant la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, en 2013, pour la période 2014-2016.
2. Pendant son mandat de membre du Conseil des droits de l'homme, la Namibie a pris une part active à toutes les activités du Conseil et coopéré avec les États Membres et les États observateurs ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile. Elle a également apporté une contribution utile aux débats et aux échanges sur le programme du Conseil au cours et en dehors de ses sessions ordinaires, et pleinement coopéré à l'Examen périodique universel en faisant preuve à cette occasion d'un engagement sans faille. Bien qu'elle n'ait disposé que d'une très petite équipe sur le terrain pour exécuter son mandat, la Namibie s'est toujours acquittée des engagements qu'elle avait pris dans le cadre de sa candidature en 2013. Elle est membre du groupe restreint des auteurs des résolutions sur le droit à un logement convenable et le droit à la sécurité sociale. Elle est, en outre, résolument favorable à l'abolition de la peine de mort et s'est portée coauteure de plusieurs résolutions consacrées à des thèmes intéressant le Conseil, notamment les droits des femmes et des enfants.
3. La Namibie est partie à sept des neuf principaux instruments relatifs aux droits de la personne et aux huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail, ainsi qu'à trois des instruments régionaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Elle s'est à ce jour acquittée de la plupart de ses obligations en matière de communication de l'information concernant l'application de tous les instruments qu'elle a ratifiés et les rapports périodiques sur les prochains rapports attendus sont achevés et prêts à être soumis pour approbation au Cabinet avant leur présentation aux comités des organes conventionnels.
4. La Namibie a toujours coopéré aux procédures spéciales du Conseil, bien qu'elle ne lui ait pas adressé d'invitation permanente. À ce jour, elle a reçu quatre visites de titulaires de mandats au titre des procédures spéciales et s'engage à donner son plein appui à la visite de la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, prévue en février 2020.
5. La Namibie a accepté 191 des 219 recommandations reçues lors de son dernier Examen périodique universel, en 2016. Elle a eu des échanges constructifs avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'application de ces recommandations et organisé plusieurs ateliers sur le regroupement des recommandations et le suivi de leur mise en œuvre, dont le dernier en date a eu lieu en août 2018. La Namibie a fait savoir qu'elle était disposée à se voir confier le rôle de pays pilote pour l'utilisation du logiciel récemment conçu à cette fin par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et envisage cette perspective avec intérêt. De surcroît, elle participe activement aux sessions du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et, au cours de son précédent mandat au Conseil, est toujours intervenue de manière constructive lors de tous les examens de pays.

6. Le Cabinet namibien a approuvé la création d'un comité interministériel chargé des droits de la personne et du droit international humanitaire, qui se compose, d'un côté, d'experts, et, de l'autre, des directeurs exécutifs de tous les bureaux, ministères et organismes concernés. Présidé par le Ministère de la justice, ce comité a pour mission d'élaborer les rapports nationaux.

#### **Engagements pris volontairement**

7. La Namibie continuera de faciliter le bon fonctionnement du Conseil des droits de l'homme dans l'exécution de son mandat et s'engage ainsi à continuer d'œuvrer aux côtés des autres États Membres à l'édification, au sein du Conseil, d'un cadre plus positif et constructif dans lequel les pays pourront faire part de leurs expériences les plus concluantes et apprendre les uns des autres.

8. La Namibie est résolue à contribuer efficacement à la rationalisation des travaux du Conseil des droits de l'homme et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en mettant surtout l'accent sur le programme de travail et la représentation géographique équitable.

9. La Namibie continuera d'appuyer l'Examen périodique universel, mécanisme le plus efficace du Conseil auquel elle adhère pleinement depuis son lancement en 2006. Elle se félicite du caractère universel distinct et du principe de l'examen par les pairs régissant le fonctionnement de ce mécanisme, qui se révèle très efficace et auquel, jusqu'à présent, les États Membres de l'ONU participent tous et prêtent pour la plupart leur appui. Ce mécanisme d'examen par les pairs constitue le cadre permettant le mieux aux États de se pencher ensemble sur des questions relatives aux droits de la personne.

10. La Namibie continuera de participer activement aux travaux de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, seul organe des Nations Unies à composition universelle chargé d'examiner les questions touchant les droits de la personne, afin de promouvoir les travaux du Conseil.

11. Persuadée que la société civile joue un rôle important en vue de responsabiliser les gouvernements, de garantir une bonne gouvernance et de promouvoir tous les droits de la personne, la Namibie continuera de fournir son appui aux organisations non gouvernementales et aux organisations de la société civile aux niveaux national et international.

#### **Promouvoir tous les droits de la personne**

12. La Namibie est consciente qu'il importe de promouvoir et de protéger tous les droits fondamentaux des personnes, notamment les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, dont le droit au développement, afin d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

#### **a) Droit au développement**

13. La Namibie soutient énergiquement toutes les initiatives visant à faire du droit au développement une réalité. Parce que ce droit met les populations au cœur du processus de développement, sa concrétisation est essentielle pour faire en sorte que nul ne soit laissé pour compte dans la réalisation des objectifs de développement durable. Il est indispensable de promouvoir ce droit si l'on veut éliminer la pauvreté dans les pays en développement, et la Namibie s'engage à œuvrer en partenariat avec ceux qui reconnaissent ce droit et à s'efforcer de dissiper toute impression ou connotation négative qui y est attachée.

**b) Droit à l'alimentation**

14. La Namibie continuera de soutenir l'action internationale visant à lutter contre la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir une agriculture durable, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif 2 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**c) Droit à l'éducation**

15. La Namibie est convaincue du rôle primordial de l'éducation dans la réalisation des objectifs de développement durable. Ardente défenseuse du droit à l'éducation, la Namibie a rendu l'enseignement primaire et secondaire gratuit dans toutes ses écoles publiques. Elle continuera d'appuyer les efforts internationaux visant à assurer à toutes et à tous une éducation équitable et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, conformément à l'objectif 4 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**d) Droits de la personne et changements climatiques**

16. La Namibie, qui connaît actuellement l'une des pires sécheresses de ces dernières années, est pleinement consciente des effets des changements climatiques et du réchauffement de la planète sur la jouissance de tous les droits de la personne. Aussi, elle continuera d'apporter son concours à toutes les actions internationales de lutte contre les effets des changements climatiques sur l'exercice de ces droits dans le monde entier, en mettant l'accent sur la justice et l'équité climatiques. Elle continuera en outre de promouvoir le droit à un environnement sain, car seul un environnement sûr, propre et durable peut permettre à tous les êtres humains de jouir pleinement d'un large éventail de droits fondamentaux tels que le droit à la vie, à la santé ou à l'eau et à l'assainissement.

**e) Droit à la santé**

17. Le Gouvernement namibien continue d'accorder la priorité à la fourniture de services de santé et de services sociaux à tous les Namibiens, en veillant à ce que chacun accède sur un pied d'égalité aux services de santé et qu'une attention particulière soit portée aux personnes les plus vulnérables, comme les pauvres en milieu rural, les femmes, les enfants et les personnes âgées. La Namibie est fière d'avoir accompli des progrès notables dans la réduction du taux d'infection à VIH/sida, l'amélioration de l'accès aux traitements et l'allongement de l'espérance de vie. Elle est déterminée à soutenir la lutte mondiale contre les maladies transmissibles ou non transmissibles et continuera d'appuyer le combat mené aux niveaux national et international contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida.

**f) Droits et bien-être des enfants**

18. La Namibie continue d'accorder une grande importance aux droits et au bien-être des enfants. Ainsi, le Parlement a promulgué en 2015 la loi relative à la prise en charge et à la protection des enfants, qui porte, entre autres, sur certains aspects de la justice pour mineurs, de l'adoption et de la protection contre les pratiques culturelles néfastes. Qui plus est, la première défenseure des enfants de Namibie a été nommée au Bureau du Médiateur. La Namibie continuera de soutenir l'action internationale visant à mieux faire connaître et comprendre les droits des enfants et à renforcer leur exercice à l'échelle mondiale.

**g) Lutter contre la discrimination et la violence fondée sur le genre**

19. Au cours de la période des objectifs du Millénaire pour le développement et de celle écoulée depuis la transition vers les objectifs de développement durable, la Namibie a réalisé de belles avancées en matière d'équité et d'égalité femmes-hommes dans les domaines de l'éducation, de la représentation politique et des droits fonciers, notamment en ce qui concerne les politiques et la législation. L'accès des femmes aux ressources économiques et productives s'est amélioré depuis l'accession du pays à l'indépendance. Aussi la Namibie s'engage-t-elle à participer pleinement à l'ensemble des actions menées au niveau international pour lutter contre toutes les formes de discrimination et promouvoir l'égalité des genres.

20. La Namibie continuera également de jouer son rôle pour ce qui est de veiller à ce que les femmes participent plus largement aux processus de paix. Soucieuse de renforcer l'innovation régionale et internationale afin de faire progresser l'exécution du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la Namibie, en tant qu'initiatrice de la résolution [1325 \(2000\)](#) et partie prenante active aux niveaux international et régional, créera un centre international des femmes pour la paix, dont l'établissement, prévu en 2020, coïncidera avec le vingtième anniversaire de l'adoption de ladite résolution. Le centre pour la paix a vocation à devenir un institut d'excellence chargé d'accroître le recours à la médiation, de stimuler la réflexion conceptuelle et d'élaborer des cadres permettant de mesurer l'influence des femmes par-delà leur participation et leur représentation numériques dans les processus de paix, d'encourager et de garantir leur contribution en Namibie, en Afrique du Sud ainsi que dans le reste de l'Afrique et du monde, de donner plus de place aux femmes, qui représentent plus de la moitié de la population mondiale, et de faire en sorte qu'elles jouissent d'une influence suffisante pour peser sur l'avenir de l'humanité.

**h) Renforcer les organes conventionnels des droits de la personne**

21. Convaincue du rôle essentiel des organes conventionnels des droits de la personne dans le fonctionnement du régime international de protection de ces droits, la Namibie continuera de coopérer au renforcement desdits organes avec les États Membres et d'autres parties prenantes.

**i) Défendre et renforcer les droits de la personne au niveau national**

22. La Namibie continuera de renforcer les mécanismes existants de promotion et de protection des droits de la personne, et s'acquittera des obligations qui lui incombent au titre des divers traités internationaux relatifs aux droits de la personne qu'elle a ratifiés.

23. La Namibie continuera également de coopérer pleinement avec les organes conventionnels des droits de la personne, y compris dans le cadre des procédures spéciales, en répondant promptement et sur le fond à toutes leurs communications et en facilitant les visites qu'ils sollicitent sur son territoire.

**Conclusion**

24. Forte de son expérience passée au Conseil et de son engagement à promouvoir les droits de la personne et les libertés fondamentales au niveau mondial, la Namibie estime qu'elle apporterait une contribution précieuse aux travaux du Conseil, lequel joue un rôle primordial dans la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.